

*Questions orales*

**L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada):** Monsieur le Président, je sympathise avec mon collègue que cette question préoccupe. Or, je ne peux que répéter les observations que j'ai faites.

Le programme, à notre avis, a pris fin en ce qui concerne ce palier de gouvernement. Il a rempli sa fonction, et nous pensons qu'il incombe maintenant à d'autres groupes de prendre la relève et d'y participer.

\* \* \*

**LES ENFANTS VICTIMES DE PAUVRETÉ**

**Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre responsable des programmes destinés aux enfants, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Les Canadiens se souviennent encore très bien du plan du gouvernement fédéral visant à désindexer les pensions des personnes âgées. Ce plan avait été abandonné. Aujourd'hui, le même genre de plan vise les prestations pour enfants et, s'il est mis en oeuvre, il enfoncera davantage chaque année les enfants les plus démunis dans la pauvreté et le désespoir.

Je demande au ministre pourquoi le gouvernement a trahi les enfants canadiens en permettant que leur avenir se détériore de 3 p. 100 chaque année?

[Français]

**L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge)):** Monsieur le Président, est-il nécessaire de répéter en cette Chambre que pour nous, l'enfant représente l'avenir de ce pays et qu'avec le Budget qui a été déposé et qui sera mis aux voix demain, nous mettons entre les mains des familles qui ont besoin d'un support social et économique, les fonds qui sont nécessaires, particulièrement au niveau des familles monoparentales qui ont besoin d'une aide supplémentaire.

Ce que nous oublions trop souvent de répéter, c'est que le Budget prévoit des prestations qui seront majorées au niveau des familles, au niveau des enfants et que nous pourrons, par l'entremise des autres programmes et des mesures qui sont en place, maintenir les services de garde. Nous travaillons dans cet esprit par le biais du Budget et des dernières mesures sociales.

[Traduction]

**Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est):** Monsieur le Président, les enfants canadiens savent la différence entre un mauvais tour et une douceur.

Pour la famille disposant d'un revenu moyen, les prestations nettes pour enfants représentent à peine la moitié de ce qu'elles étaient il y a sept ans. Ces familles apprennent à leurs enfants à se méfier des fausses promesses et des dépôts sacrés.

Je demande à la ministre pourquoi son gouvernement oblige les enfants canadiens défavorisés à porter le poids du gâchis financier produit par les conservateurs.

[Français]

**L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge)):** Monsieur le Président, lorsque nous parlons de mesures sociales, souvent on est portés à évaluer les perdants et les gagnants. Je veux tout simplement dire que les familles à faible et moyen revenus sont gagnantes avec les mesures sociales et fiscales que nous avons mises en place pour les familles. Les parents seuls en sortiront aussi gagnants.

Je maintiens que c'est à partir de la réduction de la dette et du déficit, lesquels nous avons hérités en 1984, que nous pourrons, comme gouvernement, comme société, assumer cette responsabilité et préparer l'avenir dans une économie qui sera saine.

\* \* \*

[Traduction]

**LES ACHATS AUX ÉTATS-UNIS**

**M. Steve Butland (Sault Ste. Marie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics et a trait à la politique du gouvernement face au magasinage transfrontalier.

Le ministre sait que les uniformes des douaniers canadiens ne sont pas achetés au Canada et que différents ministères du gouvernement utilisent des services postaux autres que ceux de Postes Canada. Le phénomène touche même les édifices du Parlement où un fournisseur de tapis américain a été choisi à la place d'un fournisseur canadien.

Le ministre appuie-t-il la généralisation de telles pratiques dans le projet de rénovation des édifices du Parlement, qui devrait coûter 200 millions de dollars sur une période de dix ans? Fera-t-il en sorte que, dans la mesure du possible, chaque clou, chaque litre de peinture, chaque meuble et chaque mètre carré de tapis aura été fabriqué au Canada par des Canadiens? Si nous ne pouvons même pas protéger les intérêts canadiens dans les édifices du Parlement, où le pourrions-nous?